

H5 LA GOUVERNANCE ECONOMIQUE MONDIALE DEPUIS 1944

Introduction

La mondialisation a créé une **interdépendance croissante entre les États**. Or, il n'existe aucun « **Ministre de l'Economie et des Finances du monde** » édictant des règles communes et des politiques universelles.

La gouvernance naît donc de cette absence, et du manque de ces règles. Les États, les entreprises, les citoyens ont été confrontés à cette interdépendance croissante et à ces conséquences. **La mondialisation a créé des enjeux mondiaux** - et qui ne pouvaient être envisagés qu'à l'échelle mondiale : enjeux économiques mais aussi d'autre nature comme les questions climatiques et environnementales... Ce sont à ces enjeux que la gouvernance mondiale tente de répondre.

Le mot de gouvernance remonte au français médiéval. L'usage du mot s'était perdu et est revenu dans la langue française au travers d'un mot anglais (d'Amérique du Nord, c'est-à-dire des États-Unis) : ***governance***.

Ce terme a d'abord été utilisé dans le monde des entreprises, dans lequel il était utilisé pour désigner la recherche d'une gestion optimale. Il a ensuite été utilisé dans les instances visant à évaluer et améliorer les modes de gouvernement des États, et d'abord des États pauvres demandant des programmes d'aide au développement. Enfin la « ***global governance*** » désigne aujourd'hui la **régulation universelle de problèmes qui se posent à l'échelle de l'humanité entière**. Elle revient à désigner les tentatives de régulation de la mondialisation.

Cette séquence de « **la gouvernance économique du monde depuis 1944** » place l'échelle Mondiale comme cadre d'étude.

1944 ? Pourquoi 1944 ? parce que la nécessité d'une coopération entre États s'impose à l'issue de la 2^{GM}

Une chronologie de la gouvernance : quelques étapes du thème de la gouvernance

XIIIe siècle - Le terme gouvernance apparaît en français pour qualifier « *l'art de gouverner les hommes* ».

1638 - Le duc de Sully expose le « Grand Dessein de Henri IV » visant à « conserver et augmenter la Chrétienté » grâce à un accord entre les grandes puissances.

1713 - Le philosophe britannique Jeremy Bentham imagine *A Plan for Universal and Perpetual Peace*

1795 - Le philosophe allemand Emmanuel Kant publie *Vers la paix perpétuelle*.

XIXe siècle - Création des premières organisations internationales : Commission centrale pour la navigation du Rhin en 1816, Union internationale du télégraphe en 1865, Union générale des postes en 1874.

1919 - Au lendemain de la Première Guerre Mondiale, création à Genève de la Société des Nations (**SDN**) qui a pour but la prévention des guerres au travers du principe de sécurité collective, la résolution des conflits par la négociation et l'amélioration de la qualité de la vie.

1944 - Les accords de Bretton Woods posent les bases de l'organisation monétaire et financière internationale de l'après-guerre ; création de la Banque Mondiale et du Fonds Monétaire International (**FMI**).

1945 - Création de l'Organisation des Nations Unies (**ONU**) lors de la conférence de San Francisco.

1947 - Ouverture à Genève du premier cycle de négociations commerciales multilatérales dans le cadre de l'Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce (**GATT**) destiné à favoriser le libre-échange.

Années 1970 - Le terme de gouvernance se généralise en économie, notamment pour faire référence à l'exigence d'une plus grande transparence dans la gestion des entreprises (*Corporatif gouvernance*).

1971 - Le 1er Forum économique mondial de Davos (Suisse) réunit dirigeants d'entreprise, responsables politiques, intellectuels afin de débattre des grands problèmes du monde contemporain.

1975 - 1ere réunion du G6 (« groupe des Six »), un groupe de discussion et de partenariat économique des 6 premières puissances économiques mondiales (Etats-Unis, Japon, RFA, France, Royaume-Uni, Italie).

1976 - le G6 devient G7 en s'élargissant au Canada.

1992 - Le « Sommet planète Terre » organisée à Rio de Janeiro sous l'égide des Nations- Unies marque l'intensification des préoccupations internationales relatives à l'environnement.

1994 - Accords de Marrakech : le GATT devient l'OMC à l'issue de son 8e cycle de négociations, l'Uruguay Round.

1999 - Echec de la conférence ministérielle à Seattle : rôle croissant des mouvements altermondialistes.

2000 - Sommet du millénaire des Nations-Unies : adoption de huit objectifs de développement à atteindre avant 2015.

2001 - Le premier Forum Social Mondial (FSM) à Porto Alegre (Brésil) réunit des organisations citoyennes du monde entier.

2008 - Le G20 se réunit pour la première fois au niveau des Chefs d'Etat ou de gouvernement. Ses pays membres représentent les 2/3 du commerce mondial et de la population mondiale et plus de 90% du PIB mondial.

I -La gouvernance économique de 1944 aux années 1970.

Comment et pourquoi les États-Unis entreprennent-ils à la fin de la Seconde Guerre mondiale la mise en place d'un ensemble d'institutions garantissant la paix, la prospérité économique et la stabilité financière ainsi que le progrès social ?

A - Les États-Unis imposent un nouvel ordre économique mondial après la Seconde Guerre mondiale

1944. éco mondiale bouleversée (moyens de production anéantis, marchés désorganisés) Avant même la fin du conflit 39-45, les Alliés tirant leçon des échecs des années 30, mettent en place des institutions internationales pour garantir la paix et favoriser un retour à la prospérité. Les États-Unis sortent victorieux de la Seconde Guerre mondiale, mais aussi plus riches (plus riches qu'avant la guerre) et plus puissants. Déjà première puissance économique du monde depuis la fin du XIX^e siècle, ils accèdent au rang de première puissance internationale en assumant leur leadership. Leur territoire national a été épargné par les combats ; leur population civile a été épargnée par les bombardements qui ont détruit l'Europe et le Japon.

A l'issue du conflit, leur revenu national a plus que doublé. Leur budget est équilibré. Surtout, leur puissance financière est considérable. Les États-Unis possèdent les 2/3 des réserves d'or mondiales. Le dollar est la seule monnaie des pays belligérants à conserver en 1945 la même valeur qu'avant la guerre. Aucune autre monnaie - notamment européenne - ne peut plus rivaliser avec le dollar, qui supprime définitivement la livre sterling comme monnaie internationale.

Les États-Unis sont aussi en position de domination des échanges internationaux : les économies européennes sont ruinées et confrontées à la pénurie alimentaire et la destruction de leur tissu industriel. Au contraire, l'agriculture et l'industrie américaine ont des surplus de production à écouler. Enfin, les États-Unis contrôlent les grandes voies maritimes et aériennes majeures, alors même que la flotte aérienne et navale prend une importance majeure.

Les États-Unis ont longtemps été protectionnistes. De fait, ils se convertissent au libre-échange dans les années 1930. La crise qu'ils traversent alors est en effet marquée par l'existence d'une importante surproduction, notamment de produits agricoles. Dans les années 1930, la plupart des pays avaient mis en œuvre des politiques de protection de leur marché national.

Au lendemain de la Seconde Guerre mondiale, la thèse selon laquelle ces politiques protectionnistes ont engendré des tensions qui ont conduit inéluctablement à la guerre domine aux États-Unis. Ils se transforment donc en chantres du libre-échange international. Cette attitude libre-échangiste est conforme aux intérêts des États-Unis. Ils réalisent à eux seuls en 1945 la moitié de la production mondiale. Ils veulent éviter une nouvelle crise de surproduction en assurant les débouchés suffisants à cet énorme niveau de production. Enfin, la guerre a ruiné tous leurs concurrents potentiels, les mettant en position de Monopole temporaire dans de nombreux secteurs économiques.

B - Le système de Bretton Woods et la recherche de la stabilité Économique mondiale

Les lendemains de la Seconde Guerre mondiale sont marqués par la mise en place d'institutions et d'instances internationales visant à garantir la stabilité économique et la Prospérité mondiale. Cette reconstruction de l'ordre économique fut prise en charge par les États-Unis, avec le soutien de leurs alliés occidentaux. Elle s'explique par le traumatisme de la crise de 1929 aux États-Unis et vise donc à prévenir le retour de telles difficultés.

1° - Le système monétaire international de Bretton Woods

La Conférence qui se tient aux États-Unis à Bretton Woods (dans le New Hampshire) réunit les délégués de 44 nations du 1er au 22 juillet 1944 - donc avant même la fin du conflit.

Henry Morgenthau (1891-1967) est, en 1945, le secrétaire du Trésor américain. Il occupe ce poste depuis 1934 ; il est donc l'un des hommes de confiance de Roosevelt et l'un des artisans du New Deal aux États-Unis. Convaincu des effets désastreux de la crise économique sur la paix mondiale, il est tout acquis à l'analyse libérale (seule la relance des échanges permettra de retrouver la prospérité mondiale), tout en étant convaincu du rôle des États dans la régulation et la relance de la croissance.

En 1944, il est le principal négociateur américain aux accords de Bretton.

La ratification des accords de Bretton Woods quelques semaines après la capitulation allemande et peu avant la conférence de Potsdam, s'inscrit ainsi dans le cadre des tensions grandissantes en Europe avec l'allié soviétique. En ratifiant les accords, les États-Unis sortent donc définitivement de l'isolationnisme.

Quels sont les objectifs et le fonctionnement du FMI ?

En quoi confirment-ils la domination des États-Unis ?

R1- A sa création le FMI (Fonds monétaire international) est l'institution chargée du maintien d'un système de taux de change fixes centrés sur le dollar américain et l'or mis en place par les accords de Bretton Woods. Ce système a donc pour but d'éviter les fluctuations excessives des monnaies. Il préconise le retour dans les meilleurs délais à la libre convertibilité de toutes les monnaies entre elles et avec le dollar, devise pivot du nouveau système, convertible en or.

Il fonctionne comme une caisse de solidarité dont le capital est formé par les apports des pays signataires des accords de Bretton Woods sous forme d'une quote-part calculée d'après leur poids économique et commercial.

Le FMI reconnaît à chaque État-membre un « droit de tirage » initialement plafonné à 125% de sa quote-part et destiné à lui permettre de surmonter des difficultés temporaires sans recourir à des manipulations monétaires.

Ce nouveau système favorise donc les pays les plus riches, qui versent les quotes-parts les plus importantes au FMI, et en premier lieu les États-Unis.

R 2- Les États-Unis sont les grands initiateurs des accords de Bretton Woods (1944) et assument après 1945 un leadership économique qu'ils avaient jusqu'alors refusé. Les États-Unis, qui possèdent alors 60 % du stock d'or mondial, sont au cœur du nouveau système monétaire international. Le dollar, « as good as gold », est la seule monnaie librement convertible en or. Les autres monnaies doivent fixer leurs cours par rapport au dollar. De plus, les institutions de gouvernance économique mondiale nées en 1945, - FMI et BIRD - siègent à Washington et les États-Unis y occupent une place centrale (financement, influence, direction).

Communément appelée Banque mondiale, la BIRD (Banque internationale pour la reconstruction et le développement), est, avec le FMI, le second pilier des institutions financières internationales. Elle aussi a été créée en juillet 1944 lors de la conférence monétaire et financière de Bretton Woods. Son rôle est d'accorder des crédits à long terme pour favoriser dans l'immédiat la reconstruction des pays détruits par la guerre et, ensuite, le développement pays pauvres. Le 9 mai 1947, elle approuva son premier prêt, qui fut accordé à la France pour un montant de 250 millions de dollars (en valeur actualisée, il s'agit du plus gros prêt consenti par la Banque).

Initialement composée de 44 pays membres, la Banque mondiale en compte désormais **189**.

LA BANQUE MONDIALE ou BIRD EN CHIFFRES

- Nombre de pays membres : 189 pays.
- Directeur général : David MALPASS (depuis avril 2019) (toujours américain)
- Nombre de salariés : + 10 000 agents, répartis dans + 120 bureaux.
- Prêts aux pays en développement, à faibles taux d'intérêt, ou encore des dons. Ces financements sont destinés à appuyer des investissements dans un vaste éventail de secteurs : éducation, santé, administration publique, infrastructure, développement du secteur financier et du secteur privé, agriculture, gestion de l'environnement et des ressources naturelles, etc.

Un pays doit obligatoirement être membre du FMI pour adhérer à la Banque Mondiale. Enfin, le partage des pouvoirs est dévolu aux Etats-Unis et à l'Europe : traditionnellement, le directeur général du FMI est un Européen (sept 2019 Kristalina Georgieva / Bulgare), et le président de la Banque mondiale, un Américain.

2° - Le GATT ou le retour au libre-échange

Le *General Agreement on Tariffs and Trade* (GATT), soit l'Accord Général sur les Droits de Douane et le Commerce constitue l'autre versant de cette politique de libéralisation des relations économiques. Cet accord a pour but de définir des règles de commerce universelles et de promouvoir une baisse des droits de douane. Cet accord est signé le 30 octobre 1947 à Genève par 23 pays, qui représentent alors 80 % du commerce mondial.

Le Congrès des États-Unis (à majorité républicaine à partir de 1947) est hostile à un engagement plus contraignant et refuse de ratifier la Charte de la Havane élaborée en mars 1948 sous l'égide de l'ONU. Cette charte incluait en effet un code commercial, un code des investissements, une stabilisation du cours des produits de base et la création de l'OIC, Organisation Internationale du Commerce. C'est donc le GATT qui sert de base à la politique d'ouverture.

Il semble néanmoins couronner le rêve du défunt Président Roosevelt d'un nouvel ordre mondial assurant la paix grâce à trois piliers ; le FMI charge de veiller à la stabilité des monnaies, l'ONU charge de la sécurité collective et le GATT veillant au retour à la libéralisation des échanges.

Le texte même de l'accord comporte 35 articles. Il repose sur une logique multilatérale fondée sur le respect de la réciprocité des avantages consentis. C'est le principe de la nation la plus favorisée : toute concession accordée à un partenaire doit bénéficier à toutes les parties contractantes. Les subventions nationales sont strictement encadrées.

Les pays signataires s'engagent à ne pas augmenter les droits de douane existants et à participer à des « négociations commerciales multilatérales », aussi appelées « rounds » de

Négociations. Cycles de négociations appelés rounds, qui peuvent durer des années (Uruguay round 1986-1994)... enjeux financiers et politiques complexes.

Toutefois, le GATT tolère de nombreuses dérogations pour tenir compte des situations économiques particulières. Ainsi les produits agricoles ont-ils longtemps bénéficié de ce type de mesures dérogatoires. Le GATT définit avant tout un cadre propice à la négociation multilatérale. Par conséquent, le libre-échange ne devient réalité que dans les années 1960.

B. les limites et les failles d'un système de gouvernance

1° - Une reconstruction rapide...

L'économie se relève de la Seconde Guerre mondiale plus rapidement que ne le laissait craindre la situation désastreuse de 1945.

- les Etats-Unis réussissent la reconversion de leur économie de guerre ;
- les pays d'Europe occidentale se reconstruisent rapidement, notamment grâce au financement américain du Plan Marshall ;
- les vaincus, Allemagne et Japon se reconstruisent également grâce au soutien des alliés occidentaux qui craignent l'expansion du communisme.

Cette reconstruction permet de poser les bases d'un système monétaire international stable. Il faut néanmoins attendre 1957 pour que la convertibilité des monnaies européennes prévue à Bretton Woods et définie comme objectif souhaitable, soit rétablie.

La reprise du commerce international est favorisée par la stabilisation du cours des monnaies, et par les premières négociations organisées sous l'égide du GATT. Dès 1951, les échanges mondiaux dépassent leur niveau de 1938 mais aussi celui de 1929, la meilleure année de l'entre-deux-guerres en la matière. Cette reprise bénéficie fortement à l'Europe occidentale.

2...mais des laissés pour compte

Néanmoins, cette reconstruction a fonctionné pour les pays qui ont accepté le modèle et les intérêts économiques des États-Unis. Dans le monde coupé en deux par la guerre froide à partir de 1947, elle est donc loin de concerner l'ensemble du monde. Les pays d'Europe de l'Est ont été contraints par l'URSS de refuser l'aide du Plan Marshall. L'URSS avait, de surcroît, d'emblée refusé de participer au nouveau système monétaire international et d'adhérer au GATT. Avec la victoire de Mao en Chine en 1949, c'est presque le tiers de l'humanité qui vit dans un pays communiste et ne participe donc pas à ce nouvel ordre économique « mondial ».

Les pays du Sud, oubliés du nouvel ordre économique mondial ?

A partir des années 1960, les pays dits du « Tiers-monde » contestent de plus en plus l'ordre économique international imposé par les pays industrialisés. Les trois pôles dominants de ce monde industrialisé, qu'on appelle aussi Triade, sont les États-Unis, le Japon et l'Europe occidentale, dont les intérêts sont d'ailleurs loin d'être toujours convergents. Alors même que ces pays connaissent une phase de croissance soutenue, l'écart qui les sépare des pays du Tiers-Monde semble se creuser.

Dans les trente années qui ont suivi la Seconde Guerre mondiale, les habitants des pays les plus riches ont vu leur revenu individuel augmenter en moyenne de 5843 dollars, alors que le revenu des habitants des pays pauvres n'augmentait sur la même période que de 81 dollars. Les pays du Tiers-monde ne représentent que 17 % des exportations mondiales en 1973, alors

qu'ils pesaient 34 % en 1948. Les pays pauvres essaient alors de développer leurs revendications afin de définir un ordre économique moins inégalitaire.

La conférence des peuples afro-asiatiques de Bandung organisée entre les 18 et 25 avril 1955 en Indonésie porte publiquement et collectivement ces revendications. Vingt-neuf nations, représentant la moitié de la population mondiale mais seulement 8 % du PIB mondial s'y réunissent.

Une des trois commissions de la conférence porte sur la coopération culturelle, les deux autres sur la politique et la coopération culturelle. La résolution finale est une déclaration anticolonialiste qui met au premier plan les revendications des pays du Tiers- Monde en matière de partage de la croissance économique mondiale.

Précisions : conférence organisée en Indonésie, pays récemment libéré de la tutelle des Pays-Bas et regroupe des Etats récemment décolonisés, soucieux d'affirmer leur souveraineté et leur solidarité collective. Souvent étudiée pour sa portée politique - affirmation de la souveraineté et de l'égalité des nations entre elles, refus de toute pression de la part des grandes puissances - on oublie svnt la portée économique de cette conférence.

Les vingt-neuf nations réunies représentent plus de la moitié de l'humanité, mais seulement 8 % du PIB mondial en 1955. Pour autant, en 1955, ce sont surtout les revendications politiques qui passent au premier plan de la conférence, les pays présents ayant pour ambition de définir une 3e voie entre l'Est et l'Ouest en pleine guerre froide : c'est ce qu'on a appelé le « non-alignement ».

Ces Etats sont de jeunes Nations, récemment libérées de la tutelle coloniale. C'est le cas de l'Indonésie, pays organisateur, mais aussi de l'Inde et du Pakistan, indépendants depuis 1947. On peut noter le cas particulier de la République populaire de Chine, communiste depuis 1949. La Chine tient en effet une place à part puisqu'elle n'a jamais été vraiment colonisée (même si son économie était dominée par les pays européens au XIX^e siècle). Cette proximité avec les pays du Tiers-Monde est encore aujourd'hui un aspect important de la position de la Chine dans le monde.

bilan du retard pris par ces pays dans la croissance économique : « nécessite urgente d'encourager le développement économique ». Pour autant, en matière économique, la rupture complète des liens avec la métropole est souvent difficile, voire impossible : « une contribution appréciable a la réalisation de projets de développement ». Néanmoins, ces jeunes nations ont à cœur de faire entendre leur voix propre, ce qui passe par une organisation collective : « s'accorder une assistance technique » et l'utilisation des Nations Unies comme d'une tribune : « une ligne de conduite unifiée (..) ainsi que dans d'autres organisations internationales ».

Dans la même lignée, l'OPEP (l'organisation des pays exportateurs de pétrole) est créée en 1960 et cherche à contrôler les profits d'un marché du pétrole en plein développement.

En 1964, la première Conférence des Nations unies sur le commerce et le développement (CNUCED) voit l'émergence d'un bloc du Sud avec le « Groupe des 77 » (qui regroupe 135 pays aujourd'hui) qui rassemble les pays du tiers-monde. Cette conférence offre un cadre aux discussions sur l'aide au tiers-monde. Il s'agit de favoriser l'expansion du commerce international dans une perspective de développement, perspective qui n'est pas du tout prise en compte par le GATT.

La CNUCED est créé en 1964, pour atténuer les disparités de développement

- le CNUCED : Conférence des Nations Unies sur le Commerce et le Développement

Objectif = rééquilibrer les échanges mondiaux- l'UNICEF : Fonds des Nations Unies pour l'Enfance

II- la gouvernance éco mondiale à l'épreuve des crises 1971_1990

En quoi l'entrée dans une nouvelle phase de la mondialisation dans les années 70 relance la nécessité d'une coopération internationale ?

A. La fin du système Bretton woods

A partir de la seconde moitié des années 1960, de plus en plus de capitaux sortent du territoire des États-Unis, desireux de trouver une meilleure rentabilité à l'étranger, creusant de plus en plus le déficit de la balance des capitaux américains.

Trois éléments peuvent expliquer ce déficit croissant :

- les investissements massifs des firmes des États-Unis à l'étranger, en Europe notamment ;
- le plafonnement des taux d'intérêt aux États-Unis encourage les emprunts étrangers sur ce marché (puisque les taux d'intérêt y sont faibles) ;
- le financement de la Guerre du Viêt-Nam.

Les dollars se répandent donc dans le monde, notamment en Europe où on les appelle les « eurodollars ». Les pays exportant le + vers les EU (Allemagne) accumule des réserves de dollars qu'ils veulent échanger contre de l'or. Risque d'épuisement du stock d'or.

Les États-Unis craignent de voir se déclencher une crise financière très importante. C'est pour tenter de la contrer que le président Richard Nixon annonce, le 15 août 1971, la suppression de la convertibilité du dollar en or. C'est une décision unilatérale des États-Unis : cela signifie qu'ils l'ont prise sans consulter leurs alliés et partenaires économiques.

Cette décision est entérinée a posteriori par l'accord de Washington, signé le 18 décembre 1971 par les grandes puissances économiques. Cet accord aboutit à la dévaluation du dollar, à la réévaluation du Deutsch Mark et du Yen japonais (la RFA et le Japon sont alors les 2^e et 3^e économies mondiales). Les marges de fluctuation des monnaies autorisées à Bretton Woods sont élargies de 1 à 2,25 %.

Cette réforme se révèle insuffisante du point de vue des États-Unis, dont l'économie donne alors de sérieux signes de faiblesse. Ils décident de dévaluer à nouveau le dollar le 13 février 1973, de 10 % cette fois. Mais cette décision unilatérale n'est cette fois pas suivie d'un accord : les pays européens décident de ne pas suivre cette dévaluation. Il s'ensuit un flottement généralisé des monnaies, hors des limites prévues. C'est la fin du système de Bretton Woods, le FMI perdant de fait sa capacité de contrôle sur les fluctuations monétaires.

Les accords de Kingston (capitale de la Jamaïque) signés en janvier 1976 officialisent la fin de ce système, et la disparition de l'or comme étalon monétaire : chaque monnaie peut désormais fluctuer, chaque État membre du FMI est libre de décider de sa politique monétaire. Désormais, la valeur des monnaies est décidée par les marchés. La période est marquée par d'importants désordres monétaires, avec notamment l'effondrement du cours du dollar.

Pour la première fois depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale, les pays industrialisés subissent une décision prise par un autre groupe de pays : les pays exportateurs de pétrole = OPEP.

Le premier choc pétrolier a pour résultat la multiplication par quatre du prix du pétrole entre octobre 1973 et janvier 1974 (réaction baisse du dollar). Ainsi, une série de décisions prises en dehors des grands centres de pouvoir économique du monde développe et perturbe l'ensemble de l'économie mondiale.

Tous les pays industrialisés sont affectés par ce choc, et prennent conscience de leur dépendance énergétique.

B. la victoire du libéralisme

Le 2e choc pétrolier, en 1979, coïncide avec l'arrivée de gouvernements très libéraux aux États-Unis (élection du Président Républicain Ronald Reagan en 1980) et au Royaume-Uni (arrivée de Margaret Thatcher, Premier ministre conservateur) qui remettent en cause l'intervention de l'État dans l'économie. Cette attitude se diffuse rapidement dans le monde.

1986 : ouverture du plus grand cycle de négociation du GATT, réunissant 117 pays = Uruguay round. La libéralisation vise toutes formes de protectionnisme (quotas, normes...). Désormais, prêts accordés par FMI et BIRD sont conditionnés à l'adoption de mesures de libéralisation de l'économie (abaissement des barrières douanières, fin des subventions, réduction du nb de fonctionnaires, privatisation des entreprises).

Ces politiques libérales, accompagnées des progrès considérables DS le domaine des transports (du porte conteneur... jusqu'à internet) expliquent l'explosion des échanges de biens et de services + ccs des IDE vers pays indus et émergents).

C. l'affirmation de nouveaux acteurs

Les difficultés éco des années 1970 mettent l'accent sur la nécessité d'une concertation plus présente entre les États.

En 1975 le G6 est créé : il réunit les États-Unis, le Japon, l'Allemagne, le Royaume-Uni, la France et l'Italie, c'est-à-dire les six pays démocratiques les plus industrialisés au monde. Le Canada, mécontent de ne pas avoir été invité, rejoint ce club des juin 1976, le G6 devient donc le G7. Quatre membres du G7 appartenant aux communautés européennes (République fédérale d'Allemagne, France, Italie, Royaume-Uni), la Commission européenne obtient d'être présente lors des différentes rencontres, sans obtenir de siège officiel. Le G7 est conçu comme un club de happy few (heureux élus) : les dirigeants des pays les plus riches se réunissent. En février 1987, les accords du Louvre tentent de définir une politique monétaire coordonnée, notamment entre les États-Unis d'une part et le Japon et l'Allemagne d'autre part.

+ Russie 1998 = G8

D'autres acteurs tentent de se faire entendre et revendiquent une place dans un ordre mondial défini sans eux : nouveaux pays industrialisés d'Asie (Hong Kong, Taïwan, Corée du Sud, Singapour), pays les moins avancés, pays émergents... mais aussi acteurs non-étatiques comme les Organisations non Gouvernementales (ONG). En 1971, est organisé pour la première fois le World Economic Forum de Davos qui associe États et milieux d'affaires. Pour

les gouvernements, un nouveau type de gouvernance se profile : il faut trouver des compromis plutôt qu'imposer des décisions à l'intérieur de frontières bousculées par la mondialisation.

III - La gouvernance économique mondiale depuis les années 1990

En quoi la prise de conscience du caractère mondial des problèmes économiques interroge l'ordre économique mondial établi après la Seconde Guerre mondiale ?

A - Vers un nouvel ordre économique mondial

Avec la fin de la GF, le modèle capitaliste triomphe, et la mondialisation se renforce.

L'effondrement du communisme en Europe de l'Est (1989) puis de l'URSS (1991) met fin de fait à cette organisation bipolaire du monde.

Les réflexions autour de la nécessité d'une meilleure gouvernance prennent alors plus d'importance. En effet, la prise de conscience se fait du manque de cette gouvernance à l'échelle mondiale, alors que l'intégration économique est de plus en plus avancée à l'échelle de la planète.

1998 Russie rejoignent G7 →G8

10 pays ex-communistes d'Europe centrale et orientale (PECO) deviennent membre de l'UE en 2004 et 2007 (Rep Tchèque, Hongrie, Lettonie, Lituanie, Pologne, Slovaquie, Slovénie...).

Les EU accélèrent la mondialisation en encourageant l'expansion du libéralisme avec création de l'OMC en 1995, chargé de remplacer le GATT = règles du commerce international.

La montée en puissance des pays émergents

Cette montée en puissance remet en cause les conceptions du monde développées par les pays occidentaux et multiplie le nombre de pays désirant avoir voix au chapitre dans la gouvernance mondiale

- **La Chine** : Mao meurt en 1976, Deng Xiaoping lui succède. Il opte pour la modernisation de son pays et son ouverture de plus en plus importante aux investissements internationaux. Elle est admise à l'OMC en 1995. Peuplée de 1,3 milliards d'habitants, elle est devenue la 2e puissance économique mondiale (devant le Japon), le 1er émetteur de CO2 dans le monde (devant les États-Unis), le 2e pays consommateur d'énergie.

- **L'Inde** : a aussi décidé d'accroître son ouverture économique dans les années 1990. Sa croissance annuelle moyenne atteint 7,9 % entre 2002 et 2007 ; Elle s'est spécialisée dans l'informatique et les services.

- **La Russie** : Croissance annuelle moyenne de 6,9 % entre 2002 et 2007 ; sa richesse repose essentiellement sur l'exportation de ressources énergétiques, notamment du gaz.

- **Le Brésil** : la croissance annuelle moyenne de ce pays a atteint 3,7 % entre 2002 et 2007 ; c'est une puissance agricole de premier plan.

Certains experts estiment qu'à l'horizon 2030-2040, le PIB total de ces pays pourrait dépasser celui des pays occidentaux.

B - La nouvelle gouvernance de l'économie et de la finance mondialisées

1° - Les désordres financiers mondiaux : l'exemple de la crise asiatique de 1997

La première grande crise financière de l'Asie émergente a lieu en 1997. Tous les pays d'Asie sont frappés et la crise a des répercussions mondiales affectant le Brésil et la Russie.

Calendrier de la crise asiatique en 1997

2 juillet : décrochage de la monnaie thaïlandaise, le baht ;

24 juillet : effondrement monétaire et boursier en Asie du SE (Thaïlande, Malaisie, Philippines) ;

Août : décrochage de la monnaie indonésienne, la roupie

23 octobre : krach boursier HK

27-28 octobre : chute cours Bourses EU et Europe

novembre/décembre : décrochage de la monnaie sud-coréenne, le won et krach boursier a Seoul

décembre : rééchelonnement de la dette sud-coréenne par les banques occidentales et japonaises

...et propagation mondiale en 1998 :

Avril : krach boursier a Moscou

juillet : FMI décide principe prêt de 22,6 milliards à la Russie

août : chute des Bourses de Sao Paulo (perd 40 %) et Buenos Aires (perd 38 %)

septembre : chute des Bourses mondiales.

2° - Les désordres financiers mondiaux : la crise des *subprimes*

En 2007 éclate aux États-Unis la crise des *subprimes*, dont les mécanismes sont proches de ceux de la crise asiatique de 1997, mais dont les conséquences, dramatiques, sont de portée mondiale. On retrouve en effet la hausse vertigineuse des prix de l'immobilier. Les banques ont accordé facilement des crédits aux ménages américains, qui pensaient faire une excellente affaire en achetant une maison dont le prix allait augmenter avec les années.

Certains ménages se sont donc lourdement endettés alors même qu'ils n'étaient pas en mesure de rembourser les prêts contractés - ce que les banques n'ont pas toujours vérifié. Quand la « bulle » se dégonfle et que les prix de l'immobilier se mettent à baisser, ces ménages sont incapables de rembourser ce qu'ils doivent (l'hypothèque de leur prêt) et se retrouvent avec une maison qui ne vaut plus rien - mais toujours un prêt à rembourser.

Or, ces prêts immobiliers ont été transformés en produits financiers : c'est ce qu'on appelle la « titrisation ». Ces titres sont vendus à d'autres banques au sein de montages complexes. Par conséquent, quand une banque d'affaires américaine, Lehmann Brothers, a fait faillite au début de l'automne 2008, une crise boursière et bancaire mondiale s'est enclenchée.

Cette crise a suscité une réponse immédiate des États, craignant de voir resurgir l'équivalent de la récession qui a suivi le krach boursier de 1929. Les États-Unis, les États de l'Union Européenne et le Japon ont mis en place des plans de sauvetage des banques et de relance de l'économie.

Dans le même temps, les pays émergents ont mieux résisté à la crise, ils sont moins insérés dans le système bancaire international.

Mais ces désordres financiers ont imposé l'idée d'une nécessaire régulation mondiale de l'économie.

C - Les enjeux de la gouvernance économique mondiale

1° - Un nouveau forum mondial ? Le G20

Le 25 septembre 2009, le G20 est officiellement réuni pour la première fois à Pittsburgh. L'idée d'un forum élargi aux pays émergents est en fait apparue en 1999, au lendemain de la crise asiatique. Mais il ne s'agit alors que d'une rencontre entre ministre des Finances et des

gouverneurs des Banques centrales des pays concernés. Neuf ans plus tard, l'idée resurgit, réunissant cette fois les chefs d'État et de gouvernement des vingt principales puissances de la planète.

L'intégration des pays émergents n'est pas que symbolique : elle est significative des transformations récentes de l'économie mondiale. Elle traduit l'importance nouvelle des pays émergents dans l'économie globale et leur aspiration à participer à la prise des décisions concernant la régulation de cette économie.

Le G20 représente bien une avancée puisqu'il représente 90 % du PIB mondial et place les puissances émergentes sur un pied d'égalité avec les pays industrialisés anciens. Pour autant, comme le G7-G8, le G20 ne peut que faire des recommandations. Il n'a aucun pouvoir contraignant, au contraire du Conseil de Sécurité de l'ONU par exemple.

2° - Le rôle renouvelé des institutions de Bretton Woods

Lors du sommet du G20 organisé les 11 et 12 novembre 2010 à Seoul, en Corée du Sud, des décisions importantes ont été prises concernant le fonctionnement du FMI. Afin de tenir compte du rôle accru des puissances émergentes dans l'économie mondiale, les droits de vote de ces pays ont été augmentés. La Chine détient désormais la 3e place, derrière les États-Unis et le Japon mais devant l'Allemagne, la France et le Royaume-Uni. L'Inde est 8^e juste derrière l'Italie, la Russie 9^e et le Brésil 10^e.

D'autre part le FMI, qui détient la 3e réserve d'or mondial derrière les États-Unis et l'Allemagne, a vu ses ressources augmenter afin de lui permettre de mieux répondre aux situations de crise économique et financière.

Conclusion

Le monde actuel est encore largement l'héritier du projet politique et économique hérité de la Seconde Guerre mondiale. Les structures de gouvernance actuelle en sont issues, même si leur fonctionnement a pu être modifié. La recomposition de l'économie mondiale n'est pas achevée et l'ensemble de ses conséquences sans doute imprévisible. Pour le moment, aucun modèle de gouvernance mondiale ne s'est imposé car il n'existe pas de réel espace public mondial.

Pour autant, le nombre d'enjeux devant être considérés à l'échelle mondiale s'est multiplié, qu'il s'agisse des crises financières ou des enjeux environnementaux.

La notion de biens publics mondiaux - ressources naturelles, air, eau...- montre l'acuité de ces enjeux, mais aussi la difficulté d'aboutir à des accords internationaux à ce sujet.